

Le Soir 20 mei 2005 (bron OVV)

Leterme: " Flandre, mon territoire "

"Le petit Leterme est devenu grand"

Publicatie: 22 mei 2005

C'est le mot-clé dans la bouche d'Yves Leterme, ministre-président flamand: " territoire ". Sa vision des rapports Nord-Sud, entre Flamands et francophones, qu'il explique dans son interview au " Soir ", est toute liée à ce " principe ". Ainsi que sa détermination à réclamer la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Leterme va plus loin: il souhaite une nouvelle réforme de l'Etat. L'éclatement de la Belgique me paraît peu probable, mais il faut que cet Etat puisse fonctionner.

Après sa déclaration, mercredi, devant son parlement régional, le ministre-président justifie ainsi son entreprise de flamandisation de la périphérie bruxelloise dans des domaines comme l'enseignement ou le logement social: Ce qui est en jeu, dit-il, c'est la territorialité, l'homogénéité culturelle et linguistique de la Flandre (...) Chaque communauté, chaque culture, chaque peuple a droit à un territoire qui n'est pas contesté.

Politique - Yves Leterme maintient l'exigence de scinder BHV, et livre sa vision des rapports nord-sud.

" La Belgique, je ne suis pas en extase... "

Le no 1 flamand défend la territorialité, l'homogénéité culturelle et linguistique de la Flandre. Et veut une nouvelle réforme de l'Etat, en deux phases.

ENTRETIEN DAVID COPPI DIRK VANOVERBEKE

A la tribune du parlement flamand, mercredi, Yves Leterme a répliqué au non-accord sur la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde par un arsenal de mesures censées flamandiser

la périphérie. Le ministre-président s'explique.

La controverse BHV est truffée de commentaires guerriers: " victoire à la Pyrrhus ", " une bataille, pas la guerre ", etc. C'est ça la politique?

"Ce n'est pas en ces termes que je la conçois, mais, en refusant le dialogue, les francophones ont provoqué cela. Nous, nous avons été clairs. Pendant des mois, au gouvernement flamand, nous avons souligné l'importance du dossier BHV dans notre vision du fédéralisme: il s'agit de la territorialité, de l'homogénéité culturelle et linguistique de la Flandre. Dès lors, puisque la scission n'a pas été obtenue, il faut être conséquents. Prouver à la population que ce n'est pas seulement un jeu politicien mais que les principes que je viens d'évoquer ne seront pas abandonnés. Dans les domaines qui sont de notre ressort, dans le Rand, il faut donc mettre les bouchées doubles: l'enseignement, la culture, le logement social, le marché du travail, etc. Voilà le message que j'ai délivré mercredi au parlement flamand. J'ai voulu montrer à la population que le ministre-président de la Flandre prend ses responsabilités."

Dans " Le Soir ", samedi, Guy Verhofstadt disait que certains Flamands étaient obnubilés par la " territorialité ", un concept dépassé. Pas pour vous...

"Car chaque communauté, chaque culture, chaque peuple, a droit à un territoire qui n'est pas contesté. C'est vrai au Québec, en France, partout. C'est vrai chez nous. C'est un fondement de notre conception de l'Etat fédéral. Une question de respect. Ce qui n'empêche nullement la Flandre d'être ouverte et accueillante."

Mais en quoi les frontières de la Flandre ne sont-elles pas respectées?

"Le refus, de la part des francophones habitant dans une commune flamande de s'engager dans la vie de la commune, de s'adapter, de parler le flamand, tout cela n'est pas correct. Le respect..."

En fait de respect, les francophones n'ont jamais demandé la scission de BHV. C'est une requête unilatérale flamande...

"Et Francorchamps? Et l'exportation des armes? On n'était pas demandeurs! Et alors? Le gouvernement a quand même avancé dans ces dossiers. Rappelez-vous: la loi sur l'exportation d'armes a été modifiée en deux jours! La Wallonie a imposé sa volonté au gouvernement fédéral. Cela signifie donc que, parfois, une communauté demande quelque chose, et qu'elle peut l'obtenir... Même chose pour le

droit de vote des étrangers: réclamé et obtenu par les francophones. Le sentiment, c'est que quand les francophones veulent quelque chose, les Flamands doivent s'exécuter!"

Mais il est faux de dire que les francophones ont refusé le dialogue: lors des négociations secrètes, ils ont accepté de discuter d'un schéma de scission...

"Je ne participais pas à ces réunions, je ne peux pas juger. Mais, quand j'entendais les déclarations belliqueuses de M. Maingain à l'extérieur, ça n'avait rien à voir avec la volonté de négocier. Moi, j'ai toujours dit qu'il fallait prendre le temps, qu'il y avait de la marge pour le dialogue. Contrairement à mon prédécesseur, M. Somers, du VLD!, qui, ici même, dans ce bureau, quand il était ministre-président, avait déclaré que la scission de BHV serait un fait au 31 décembre 2004!"

Flamandiser la périphérie? Mais la difficulté qu'éprouve un jeune ménage flamand à se loger dans le Rand, qu'a-t-elle à voir avec cela? Elle tient à la hausse des prix générée notamment par la présence de fonctionnaires européens.

"De cadres de multinationales aussi, ainsi qu'une francophonie bien située socialement. Pourquoi croyez-vous que le MR a fait de BHV son cheval de bataille?"

Dans ce pays, tout est donc communautaire?

"Oui. Pratiquement tout."

La NV-A n'est-elle pas revenue en force au gouvernement flamand?

"Ne vous méprenez pas: depuis le congrès de Courtrai, le CD&V n'est plus le CVP. Le V de CD&V signifie Vlaams. La prise de conscience régionaliste dans mon parti n'est pas beaucoup moindre que celle qui règne à la N-VA."

Le Premier ministre affirme que le seul objectif du CD&V dans sa radicalisation sur le dossier BHV, c'était de renverser son gouvernement...

"Tout ce que je peux dire, c'est que nous n'avons jamais eu cette intention. Par ailleurs, j'estime qu'il faut faire preuve de respect pour la fonction que j'occupe. Je prendrai contact avec Guy Verhofstadt pour lui expliquer entre quatre yeux ce que je pense. Je ne le ferai pas par voie de presse."

Entre votre parti et le VLD, le tirage est manifeste...

"Il ne faut pas sous-estimer les bouleversements qui ont secoué le paysage politique flamand ces dix dernières années. Le CVP a été éjecté du pouvoir en 1999 après la crise de la dioxine. Rien n'a été prouvé, mais tout le monde se souvient des manoeuvres politiques autour de cette crise: dans la foulée, un président du CVP, un secrétaire du parti, un ministre, un secrétaire d'Etat, un quateron de parlementaires, tous CVP, ont rejoint le VLD, convaincus soudainement par le programme libéral... A moins qu'il ne s'agisse d'autre chose... Entre nos deux formations, la méfiance règne toujours. Mais elle prend une place trop importante."

Revenons à BHV: souhaitez-vous une nouvelle réforme de l'Etat?

"Oui, en deux phases. La première est réalisable dans les mois qui viennent: dans le cadre et les limites des compétences existantes, il est possible de mieux faire fonctionner nos institutions. La deuxième doit traiter des compétences homogènes des entités fédérées, de la transparence dans les flux financiers entre le nord et le sud du pays. Il faut contrôler la méthodologie. Le débat des transferts est actuellement biaisé par les partis pris et les slogans: il faut revenir aux faits. On m'appelle parfois le comptable. J'aime l'objectivité des chiffres."

Mais les flux financiers existent dans tous les Etats du monde...

"Je ne nie pas cela. Ce qui est important, c'est l'application de la législation de manière équivalente dans toutes les entités du pays."

Et la sécu, en quoi faudrait-il la scinder?

"Le remboursement des soins de santé et les allocations familiales doivent être communautarisés. Les pensions et les allocations de chômage resteront fédérales. Avec un bémol: nous souhaitons que les Régions soient récompensées en fonction de l'efficacité de leur politique de réinsertion des chômeurs."

Côté francophone, on rétorquera que la Flandre a tout intérêt à ce que les pensions restent de compétence fédérale dans la mesure où le poids des seniors s'annonce financièrement plus lourd pour les caisses de la sécu au nord qu'au sud...

"Je leur donne un argument supplémentaire: on a fait en Flandre, beaucoup plus qu'en Wallonie, appel au système des prépensions."

Y aura-t-il une " dernière " phase de la réforme de l'Etat?

"Les Etats ne sont pas importants en soi. Les systèmes politiques doivent être au service des citoyens. Vous savez, il y avait des gens qui

vivaient ici avant 1830. Le but ultime, ce n'est pas tel ou tel système institutionnel. Il faut adapter les institutions à l'objectif de rendre les gens un peu plus heureux."

Les francophones vous empêchent de réaliser la scission de BHV et le fédéral, dont vous êtes absent, vous met des bâtons dans les roues: vous jouez vraiment de malchance...

"Vous faites erreur. Il y a un malentendu: certains croient toujours que les Régions et les Communautés sont sous la tutelle du pouvoir fédéral. C'est inexact et on va le prouver."

C'est-à-dire?

"Il faut mettre un terme aux divers malentendus: la prise de décision sans concertation avec des régions et des communautés n'est plus acceptable."

C'est la Belgique sens dessus dessous?

"Pas du tout. Il n'y a pas de hiérarchie des normes chez nous..."

Dans votre déclaration, jeudi, vous évoquiez l'idée d'une Constitution flamande...

"Nous faisons plus qu'évoquer l'idée. Il y a un accord là-dessus."

Jusqu'à nouvel ordre, la Constitution fédérale s'impose au pays...

"Mais la Flandre dispose de l'autonomie constitutive."

La Belgique, vous y croyez encore?

"Oui. Mais je ne suis pas en extase devant elle. Cela dit, un éclatement du pays me paraît très peu probable. Mais il faut que cet Etat puisse fonctionner. Je crois en une Belgique où les entités fédérées coopèrent et se concertent efficacement. Mon parti n'est pas séparatiste. Moi non plus."

Supporter des " Rouches " et défenseur de la Flandre

Yves Leterme n'en démord pas. Au lendemain de son plaidoyer en faveur d'une flamandisation de la périphérie bruxelloise à la tribune du Vlaamse Raad, le " Premier " flamand se justifie au " Soir ". Cet ancien auditeur à la Cour des Comptes, spécialiste des Finances et du Budget, réputé pour son sens de la méthode et son pragmatisme, aime les points sur les " i ".

Ni séparatiste ni excité linguistique, le chef du gouvernement nordiste rappelle qu'il est Flamand. Ni plus ni moins que son parti, qui a jeté le vieux CVP aux orties en surlignant le V du CD&V. Un grand V comme " Vlaams ".

Comme tout Flamand qui se respecte, il renvoie au principe intangible de la territorialité et s'oppose à l'extension de la " tache d'huile " francophone. Ni plus ni moins.

Le concept de la Belgique ne l'empêche pas de dormir mais ne l'extasie pas davantage. Voici un an, avant les élections régionales, encore président du CD&V, il avait rassuré les francophones, en affirmant au " Soir ": " Je ne suis pas **le grand méchant loup**: n'ayez pas peur. "

Aujourd'hui, ce fils d'un francophone de Comines est resté, dit-il, un fidèle supporter des " Rouches ", depuis l'époque où le Standard avait réalisé le triplé en championnat en 1969, 70 et 71. Depuis, l'Etat est devenu fédéral, la Flandre s'est émancipée et **le petit Leterme est devenu grand**.

DAVID COPPI - DIRK VANOVERBEKE

Le Soir, 20/05/2005